

histoire
politique
société

le débat

Une nouvelle génération par elle-même

Marius Amiel, Antoine Armand et Charles Murciano, Adrien Aumont et Paul Duan, Vincent Dedrie, Alexandre Devecchio, Lucie Roblot, Benjamin Vendrand-Maillet

Frédéric Cohen, Jean-Marie Lacrosse : Le foot, miroir du politique

Migrations : départs et arrivées

Didier Leschi, Achille Mbembe, Charles Piot, Stephen Smith

La France bousculée par l'islam

Thierry Baranger et Caroline Eliacheff, Fabrice Garniron, Jean-Pierre Obin

Tony Corn : Global Colbert

Ran Halévi : Tocqueville et l'expérience aristocratique de la liberté

numéro **205** MAI-AOÛT 2019

Gallimard

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION PAR ELLE-MÊME

- 4 *Benjamin Vendrand-Maillet* : En quête d'avenir.
17 *Lucie Roblot* : Vertige de l'amour.
26 *Vincent Dedrie* : Les nouveaux hussards.
35 *Antoine Armand, Charles Murciano* : « Nous avons choisi l'État ». Actualité de l'intérêt général.
42 *Marius Amiel* : Malaise sur le marché du travail.
51 Pourquoi l'entreprise ? *Adrien Aumont, Paul Duan* : un échange.
61 *Alexandre Devecchio* : Politique : où en sont les nouveaux enfants du siècle ?

-
- 70 *Frédéric Cohen, Jean-Marie Lacrosse* : Le foot, miroir du politique. Nostalgie ou retour de la volonté collective ?

MIGRATIONS : DÉPARTS ET ARRIVÉES

- 92 *Stephen Smith* : La « jeune Afrique » : reconnaissance d'un continent.
100 *Achille Mbembe* : Purger l'Afrique du désir d'Europe.
108 *Charles Piot* : L'aventure ambiguë de la migration.
114 *Didier Leschi* : Migrations : France incertaine, Europe éclatée.

LA FRANCE BOUSCULÉE PAR L'ISLAM

- 129 *Jean-Pierre Obin* : L'islamisme à l'école.
140 *Fabrice Garniron* : Les gauches face au terrorisme djihadiste. Sidération, déni et « antiracisme différentialiste ».
153 *Thierry Baranger, Caroline Eliacheff* : Les enfants de retour de la zone irako-syrienne. Un défi pour la société.

AVEC LE REcul DE L'HISTOIRE

- 164 *Tony Corn* : Global Colbert.
178 *Ran Halévi* : Tocqueville et l'expérience aristocratique de la liberté.
-

La collection complète du *Débat*
est accessible en ligne sur le site :

www.le-debat.gallimard.fr

L'ensemble des articles est indexé par titres, par thèmes et par auteurs. Les articles peuvent faire l'objet d'une recherche plein texte. Ils peuvent être achetés à l'unité. Les abonnements peuvent être souscrits en ligne (gallimard.fr/revues).

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseillers : Krzysztof Pomian, Jérôme Batout

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier

Éditions Gallimard : 5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 01 49 54 42 00

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

Une nouvelle génération par elle-même

L'incertitude de l'avenir, en France, en Europe, dans le monde, a sans doute rarement été aussi grande. Cette incertitude, nous le savons d'expérience, est faite pour une bonne part de l'inconnue que représentent les aspirations des nouvelles générations, toujours différentes de ce qui était attendu par leurs aînés. Le plus sage, pour en avoir une idée, est de leur donner la parole. Ce que nous avons fait, sans prétendre, bien entendu, proposer un « échantillon représentatif ». Mais grâce à nos jeunes auteurs, que nous sommes heureux d'accueillir dans nos colonnes, on entend un autre son de cloche que celui auquel nous sommes accoutumés, qu'il s'agisse de la vie personnelle, de l'enseignement, de la chose publique, du travail, de l'entreprise ou de la politique. Pour ceux qui auront la chance de voir de quoi demain sera fait, c'est une manière utile de se préparer à ses surprises.

Nous remercions chaleureusement Benjamin Vendrand-Maillet de nous avoir servi de truchement auprès de ses « co-générationnaires » et de nous avoir permis de réunir ces témoignages.

Benjamin Vendrand-Maillet

En quête d'avenir

Le sol se dérobe sous nos pieds et nous ne saurions trop nous en réjouir.

L'ensemble des mythologies dont se seront laissées bercer les générations passées se craquelle – pour une métaphore solide – ou s'évapore – pour une métaphore gazeuse – à la surprise générale. Les certitudes les plus profondément ancrées dans les consciences individuelles et les représentations collectives, les vérités les plus indiscutables qui structuraient les positionnements politiques, présidaient aux décisions économiques et conditionnaient les comportements individuels se trouvent soudainement battues en brèche. La facilité avec laquelle sont renversées ces matrices conceptuelles, comme la vulnérabilité des théories dont elles tiraient leur légitimité ne peuvent que frapper d'étonnement.

Du point de vue de la jeunesse, la stupéfaction est plus grande encore. Comment les plus âgés ont-ils pu croire à des discours aussi illusoire, poursuivre des objectifs aussi chimériques,

consacrer autant d'énergie et dépenser autant d'argent au nom de convictions aussi précaires ? Née dans la seconde moitié des années 1980 et la première des années 1990, cette classe d'âge cristallise désormais les fractures économiques, sociales et territoriales amplifiées par des inégalités inter- et intragénérationnelles d'une intensité sans précédent. Pourtant, l'inédit de sa situation se joue à un niveau moins visible et moins quantifiable, plus profond et plus intime de notre physique sociale. Dans l'ensemble des démocraties occidentales, il n'est pas une institution qui ne se trouve aujourd'hui frappée d'obsolescence, décrédibilisée, voire délégitimée, aux yeux d'une proportion croissante et désormais majoritaire de ses membres. La révolution digitale et l'expansion des réseaux sociaux, si déterminants soient leurs impacts sur la production, la diffusion et la consommation de l'information, le façonnement de l'opinion publique et le fonctionnement de nos systèmes politiques, ne sont ici pas seuls en jeu. L'hypothèse proposée

est qu'il en va plus fondamentalement d'un « régime de vérité » dont on situera l'avènement au mitan des années 1970 et dont l'épuisement met aujourd'hui en péril l'ensemble des pouvoirs qui prétendaient y asseoir leur autorité.

Les défis auxquels fait face notre classe d'âge sont à la fois multiples, structurels et *a priori* inextricables. Pour la métamorphose de nos régimes économiques et la circonscription d'un dérèglement climatique devenu inéluctable ; pour l'adaptation d'un marché de l'emploi menacé d'automatisation ; pour la préservation de systèmes de protection sociale dans un contexte de concurrence fiscale internationale ; pour la reconsidération des règles de répartition des richesses, statuts et pouvoirs en vue d'une plus grande équité, efficacité et résilience de nos communautés, nous naviguons désormais à vue, dépourvus de repères spatiaux comme historiques.

D'où l'étonnant paradoxe dont la jeunesse peine aujourd'hui à s'extirper. Les défis auxquels elle fait face, les divisions qui la traversent et la précarité de ses assises conceptuelles tendent à la paralyser au moment même où le poids du legs de ses aînés la contraint à s'en libérer. Or, si la génération qui prétendit hisser l'imagination au pouvoir s'est finalement révélée la plus conformiste de notre histoire contemporaine, un vent d'une liberté salvatrice semble aujourd'hui souffler derrière le désarroi suscité par l'épuisement des certitudes passées.

*Politique : abstention,
aversion, sécession*

La chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique avaient érigé en fin de l'Histoire le régime de démocratie libérale. Devenu l'horizon indépassable du *xx^e* siècle finissant, sa

diffusion universelle semblait inéluctable. Pourtant, aux quatre coins du globe, ses principes les plus intimes sont soudainement entrés en dissonance. La souveraineté du peuple, comme fondement de la légitimité politique, s'oppose désormais à l'État de droit. Des États-Unis à l'Italie, où l'on croyait inébranlable l'adhésion aux principes de représentation, de séparation des pouvoirs et de protection des minorités. Du Brésil à la Pologne en passant par la Hongrie, où paraissait inexorable l'enracinement des institutions qui devaient en favoriser l'adhésion. Partout, des leaders charismatiques et autoritaires, accordant aussi peu de crédit aux libertés individuelles qu'à l'ordre international, se revendiquent désormais d'un idéal « illibéral », « populiste » et nationaliste. Les démocraties aux visées impérialistes de plus en plus assumées, loin de tenir lieu de repoussoir, représentent également des exemples de mieux en mieux partagés.

La crise de la démocratie libérale prend une tournure autrement plus aiguë au sein de la jeunesse. En France, l'intégralité (99 % !) des moins de trente-cinq ans juge désormais leurs responsables politiques corrompus en partie et, pour deux tiers d'entre eux, en totalité¹. Aucune institution structurant nos régimes démocratiques ne peut dès lors se prévaloir de l'attachement majoritaire de ces nouveaux citoyens. Du Parlement aux médias, des partis aux syndicats, la perte de crédibilité aux yeux des plus jeunes représente leur premier dénominateur commun. En effet, seule la moitié de cette classe d'âge considère encore la démocratie comme le « meilleur système possible », contre trois quarts des plus de soixante ans². Aux États-Unis, le même

1. Anne Muxel, *Génération What? Une consultation de grande ampleur de la jeunesse française*, CEVIPOF, 2016.

2. *Fractures françaises 2018*, IPSOS, juillet 2018.

taux chute à près d'un quart, équivalent à la proportion de jeunes Américains se prononçant en faveur d'un régime militaire³. Et de la Suède à l'Australie, des Pays-Bas à la Nouvelle-Zélande, une même tendance de « déconsolidation démocratique⁴ » semble à l'œuvre, spectaculaire, radicale, inattendue.

Trois comportements, attitudes ou tempéraments illustrent en France ce basculement inédit : l'abstention, l'aversion et la sécession. D'abord, l'*abstention* comme indifférence consciente, assumée et revendiquée vis-à-vis de la chose publique, de son fonctionnement quotidien comme de ses échéances électorales. En s'abstenant deux fois plus que les plus de soixante ans, à peine 20 % des inscrits de moins de trente ans ont voté aux quatre tours des dernières élections présidentielles et législatives. Et à peine le tiers prévoyait de se déplacer à l'unique tour des élections européennes.

Ensuite, l'*aversion* comme réflexe spontané et positionnement politique. Aux yeux de la jeunesse, ce ne sont plus les personnes qui portent atteinte aux fonctions par leur comportement obscène ou délictueux. Ce sont les fonctions qui sapent, de manière *a priori*, l'honnêteté, la crédibilité et la portée de la parole publique, indépendamment de son contenu. Le lieu du discours suffit à frapper d'insignifiance la parole qui en est issue. L'hyper-personnalisation et le « déga-gisme » populistes, adoptés par les candidats extrêmes comme par le Président élu, tentent de répondre à ce sentiment croissant d'impuissance du politique. Au premier tour des dernières élections présidentielles, les moins de trente ans ont ainsi plébiscité Marine Le Pen (25,7 %) et Jean-Luc Mélenchon (24,6 %), qui comptabilisaient à eux deux la majorité des voix de cette classe d'âge, devant Emmanuel Macron (21,6 %) ⁵.

Enfin, la *sécession* se joue à un niveau plus

profond, moins politique qu'« épistémique ». Dès lors que toute parole officielle se trouve décrédibilisée, il convient de chercher ailleurs une explication de la réalité. La diffusion des *fake news* et autres *alternative facts* chez les *digital natives* révèle non seulement le degré mais la nature de la défiance institutionnelle. L'adhésion aux théories du complot, fortement corrélée au rejet des valeurs démocratiques, représente une échappatoire privilégiée au sentiment de vacuité de la parole publique. Ainsi, plus du quart des moins de trente ans adhèrent, à cinq ou plus des dix théories du complots proposées, si loufoques soient-elles, dans une récente étude de la fondation Jean-Jaurès⁶. Plus qu'une crise de la démocratie libérale, c'est une crise de la rationalité que nous donne à voir cette classe d'âge.

Seulement, l'origine de cette crise n'est pas là où on l'attend, là où on l'entend communément. Loin d'une pulsion juvénile pour l'absurde, c'est le fondement de la crédibilité du discours politique qui s'épuise sous nos yeux à une rapidité déconcertante, laissant les décideurs publics démunis et les jeunes électeurs abasourdis. La jeunesse n'est pas à l'origine de l'effritement de la confiance sur laquelle repose ultimement l'ensemble des relations sociales comme des institutions démocratiques. Elle en hérite bien malgré elle. L'hypothèse ici défendue est que cette

3. Yasha Mounk, *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Cambridge, Harvard University Press, 2018.

4. Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, « The Signs of Deconsolidation », *Journal of Democracy*, 28 / 1 (2017), pp. 5-15.

5. Opinionway, *Sondage jour du vote. Premier tour de l'élection présidentielle 2017*, 23 avril 2017.

6. Fondation Jean-Jaurès, *Enquête complotisme 2019 : les grands enseignements*, février 2019. Sur l'amplification de cette « radicalisation informationnelle » au sein de la classe d'âge aujourd'hui adolescente, voir Olivier Galland et Anne Muxel, *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018.

« déconsolidation » serait due au renversement du régime de vérité répandu dans la plupart des démocraties occidentales au mitan des années 1970. En prendre la mesure suppose d'opérer un rapide détour par l'avènement de ce cadre idéologique à travers deux événements en apparence indépendants que l'histoire aura rendus fondamentalement convergents.

*Un basculement idéologique :
de la révolution au marché*

D'abord, le premier choc pétrolier acheva le cycle de haute croissance dont bénéficiait la France depuis trois décennies. De conjoncture économique, les Trente Glorieuses mutèrent dans l'imaginaire collectif en mythe originel et primitif au moment même du reflux des utopies gauchistes et du désenchantement de la « génération 68 » ; au moment même où nos jeunes révolutionnaires cherchaient par d'autres moyens à perpétuer l'idée de l'incommensurable supériorité de leur classe d'âge, d'autres terrains où opérer le dépassement de l'héritage refusé de leurs aînés. Par cet étonnant télescopage dont l'histoire a seule le secret, la voie de l'émancipation individuelle et collective se fit économique à défaut de politique. D'hyper-subversive, la « génération 68 » se fit hyper-conformiste, mue par un irrépressible désir de se démarquer du legs de leurs prédécesseurs qui explique seul le double phénomène de vaine espérance et d'aveuglement collectif que suscita la croissance économique jusqu'à nos jours.

Vaine espérance, d'une part : la prolongation de la croissance d'après guerre devenant l'horizon indépassable de l'imaginaire politique au moment même où ses conditions de possibilité disparaissaient définitivement. *Aveuglement collectif*, d'autre part : tout ce qui s'opposait à la

création débridée de richesses ne pouvant que menacer l'intérêt général, il convenait d'en nier l'existence même. La critique réservée à la publication du rapport Meadows (paru en 1972 sous le titre français *Halte à la croissance* !) représenta la première occurrence d'une liste infinie de dénégations d'une réalité politique, sociale et environnementale de plus en plus récalcitrante. Les appels à la raison des auteurs, dont les quatre dernières décennies ont confirmé l'étonnante exactitude de leurs prévisions en matière de croissance économique, de dérèglement climatique et de risques d'effondrement structurel de nos sociétés thermo-industrielles, étaient déjà devenus inaudibles⁷.

Le second événement fut la publication de *L'Archipel du Goulag* en 1974 et l'émergence du mouvement antitotalitaire au sein de l'intelligentsia française. Au-delà du désenchantement de l'idée révolutionnaire et du coup porté à ses forces politiques encore dominantes, les révélations sur l'enfer soviétique transformèrent l'appréciation du pouvoir politique en démocratie. D'organisateur des capacités d'une société à *se décider* un avenir enviable et de *se changer* en fonction des aspirations de ses membres, il devint ontologiquement porteur d'un potentiel totalitaire.

Neutraliser les tendances mortifères du

7. Comme le rappelait l'économiste John K. Galbraith, « la seule utilité de la prévision en économie est de rendre l'astrologie respectable ». L'acuité du rapport Meadows représente donc une performance assez rare pour être soulignée. Pour un ajustement des prévisions du rapport à quarante ans de distance, voir Tim Jackson, Robin Webster, *Limits Revisited. A Review of the Limits to Growth Debate*, APPG, 2016 (à consulter en ligne) ; Graham M. Turner, « A Comparison of *The Limits to Growth* with 30 Years of Reality », *Global Environmental Change*, vol. 18, n° 3, 2008, pp. 397-411 ; *Id.*, « On the Cusp of Global Collapse? Updated Comparison of *The Limits to Growth* with Historical Data », *GAIA-Ecological Perspectives for Science and Society*, vol. 21, n° 2, 2012, pp. 116-124.

politique supposa d'en adapter le principe et la pratique. En principe, il serait rendu moralement acceptable en accordant son fonctionnement à celui du marché, pragmatique et efficient, faisant de l'adéquation de l'offre et de la demande le modèle d'une satisfaction ponctuelle des revendications d'individus de droit. En pratique, il convenait d'en secondariser le pouvoir au profit des deux forces axiologiquement neutres, économique et juridique. L'économie avait démontré ses capacités à servir le bien commun et à améliorer les conditions de chacun depuis l'après-guerre. Il convenait d'en libérer les potentialités pour retrouver les taux de croissance passés grâce aux promesses de mondialisation et de progrès technoscientifique. Le juridique permettrait, quant à lui, de circonscrire l'essence menaçante du politique tout en favorisant par une régulation souple la libre production et circulation des biens et des services qui contribuerait nécessairement, à terme, au bien-être du plus grand nombre.

Le logiciel néolibéral

Au tournant des années 1980, la société française avait réalisé sa mue intellectuelle, en dépit des apparences électorales, du Programme commun et des éphémères espoirs de mai 1981. Le logiciel néolibéral⁸ constituait le cadre idéologique de référence, ses théories ayant acquis un degré de scientificité comparable aux lois naturelles de la gravitation universelle de Newton ou de la sélection des espèces de Darwin. Mais contrairement aux règles élémentaires de la science moderne, ces théories n'étaient ni expérimentales, ni descriptives ou prédictives, mais performatives. Il incombait à la réalité de se plier aux attentes des chercheurs et de leurs modèles, dont la formalisation mathématique se voulait

gage de respectabilité. Si toutes les conditions étaient réunies – et les quatre dernières décennies ont apporté la preuve qu'elles ne le seraient jamais –, nous serions alors en droit d'attendre les bénéfices initialement annoncés⁹.

La découverte de ces lois de la mécanique sociale eut deux conséquences. Premièrement, l'émergence d'une nouvelle catégorie professionnelle chargée d'en diffuser la connaissance auprès des plus puissants dirigeants comme des plus ignorants citoyens. Véritables pythies des temps modernes, les experts présageaient les remarquables bienfaits que des réformes «réalistes», «pragmatiques» et «rationnelles» ne manqueraient pas d'apporter aux membres d'une société rendue transparente à elle-même. Secondement, le crédit accordé aux théories économiques rendait toute prétention à imaginer un avenir différent inutile, dérisoire, obsolète. Le futur s'affirmait désormais dans le présent sous la forme d'une révolution en acte qui ne supposait ni lutte des classes, ni renversement de régime, ni dictature du prolétariat. Sauf qu'en se faisant actuel, le futur disparaissait en tant que tel. La possibilité d'un discours politique apte à guider l'action d'une société sur elle-même en fonction des aspirations de ses membres s'estompait définitivement.

Le tournant de la rigueur de mars 1983 consacra en France la convergence des forces

8. Je me permets ici de reprendre l'expression développée par Marcel Gauchet dans l'inépuisable IV^e tome de *L'Avènement de la démocratie* (Gallimard, 2017), entendue comme le réagencement du droit, de l'économie et du politique, les trois pôles du «régime mixte» sur lequel repose la démocratie moderne.

9. La déficience du logiciel néolibéral ne vient pas d'un défaut de ses théories, mais de la réalité sociale à laquelle elles s'appliquent. C'est ce qui permit à Hayek de conclure : «Ma thèse principale ne consiste pas à dire que le système de la libre entreprise tournée vers le profit a échoué au cours de cette génération, mais à affirmer que ce système n'a pas encore été expérimenté.» Nous avons hâte de l'expérimenter.

politiques autoproclamées « partis de gouvernement ». Après deux siècles de conflits acharnés, conservateurs et progressistes confluaient maintenant dans une même confiance accordée aux prémisses du logiciel néolibéral : l'efficience naturelle d'un marché autorégulé, l'autonomie d'individus de droits rationnels et l'impérative secondarisation du politique au profit des deux premiers¹⁰. À mesure que ces prémisses accédaient au rang de vérités indiscutables, que les gouvernements successifs façonnaient la société à leur image, leurs contradictions se révélaient de plus en plus flagrantes, leurs impasses de plus en plus prégnantes. Et, progressivement, l'épuisement du logiciel néolibéral formait la toile de fond idéologique du contexte de socialisation de la nouvelle jeunesse.

*Le mythe
du marché autorégulé*

L'autorégulation du marché apparaît désormais comme un mythe que recouvre la notion de dérégulation. Aucun mécanisme de répartition des richesses ne suppose un plus grand encadrement réglementaire, législatif et juridique que la libre circulation des biens et des services. Il n'est pas un régime, y compris totalitaire, qui ait mobilisé autant de ressources humaines, technologiques et budgétaires pour la régulation administrative de ses activités économiques. Loin de toute dérégulation, la « libéralisation » consista en une prolifération de règles, normes et lois consacrant les appareils bureaucratiques en organisateurs privilégiés de la vie collective dont l'Union européenne offre aujourd'hui l'exemple le plus avancé. La double déprise de la souveraineté politique au profit des entreprises multinationales et des instances de régulation non élues aux niveaux national et international polarisait les

opinions publiques dès le début des années 1990. Traversant l'ensemble de l'échiquier politique comme l'ensemble des « partis de gouvernement », l'opposition quasi majoritaire au traité de Maastricht en 1992 se fit pleinement majoritaire lors du référendum sur le projet de traité constitutionnel de 2005, maladroitement adopté en 2008.

La libéralisation du commerce mondial et des transactions financières, la privatisation de pans entiers de services publics, le soulagement de l'imposition sur les entreprises et les grandes fortunes, la *flexibilisation* du marché de l'emploi n'ont ni stimulé la croissance, ni résorbé le chômage, ni favorisé la redistribution des richesses, l'augmentation du pouvoir d'achat et le bien-être du plus grand nombre dans les proportions initialement annoncées. Rétrospectivement, l'équation paraît même impossible. Favoriser la croissance économique supposait d'affaiblir, par la diminution des dépenses publiques, ce qui justement la rend possible : un État régulateur, investisseur et protecteur à l'origine d'une société d'individus vivant en sécurité, en bonne santé, éduqués et bien formés¹¹. Du décalage entre promesses et résultats est née la défiance à l'égard du discours économique et du discours politique qui prétendait tirer du premier la crédibilité de ses analyses comme la légitimité de ses ambitions.

10. Jugé dépassé par une majorité de Français dès le début des années 1980, le clivage gauche-droite serait aujourd'hui obsolète pour les trois quarts d'entre eux. Voir *Fractures françaises 2018, op.cit.* De ce point de vue, l'élection d'Emmanuel Macron aurait parachevé le Vieux Monde plutôt que favorisé l'émergence du nouveau.

11. Le capitalisme d'innovation repose d'abord sur les fonds publics investis en recherche et développement. L'exemple américain étant ici particulièrement instructif : de l'invention d'Internet aux produits d'Apple et de Google, tous ont pour origine les investissements militaires du gouvernement fédéral. Voir Mariana Mazzucato, *The Entrepreneurial State : Debunking Public vs. Private Sector Myths*, Hachette UK, 2015.

Néanmoins, les raisons de cette défiance dépassent de loin les controverses universitaires entre keynésiens et classiques, si néo-keynésiens et néo-classiques soient-ils. Depuis les années 1980, l'économie mondiale repose sur la dette privée et (dans une moindre mesure) sur la dette publique. Elle suppose donc, pour se perpétuer, une croissance non seulement continue mais exponentielle. Une condition *sine qua non* qui se trouve aujourd'hui remise en question pour deux raisons. D'une part, les risques de *secular stagnation*¹² des économies occidentales se font de plus en plus prégnants¹³. D'autre part, la représentation de la croissance s'est soudainement renversée sous l'effet de la nouvelle centralité des questions sociales et écologiques trop longtemps reléguées dans la catégorie barbare d'externalités¹⁴.

En matière sociale, la hausse des inégalités de revenus sur fond de concentration extrême des richesses et de stagnation du niveau de vie des classes populaires et moyennes a accru la compétition sociale en systématisant le « jugement de valeur différentielle » (la comparaison de soi aux autres). Les conséquences – dans une relation de causalité et non seulement de corrélation – sont sanitaires (augmentation des risques de maladies mentales et physiques), sociales (diminution des comportements civiques, altruistes et solidaires, affaiblissement de la cohésion sociale et augmentation des violences et de la criminalité), éducatives (chute des résultats et du bien-être des élèves, augmentation du décrochage et du harcèlement scolaires), citoyennes (moindre participation aux associations culturelles, sportives, professionnelles et politiques) ou encore environnementales (augmentation de la consommation ostentatoire, des émissions de gaz à effet de serre et moindre respect des accords internationaux sur la pro-

tection de l'environnement)¹⁵. Ces conséquences directes du degré d'inégalité de revenus affectent l'ensemble des groupes sociaux – y compris favorisés – et représentent autant de « coûts cachés », si exorbitants soient-ils, pour les communautés. Et n'étant que trop rarement quantifiés en termes monétaires, ils sont demeurés exclus des raisonnements économiques et ignorés des décideurs publics.

Il en est de même pour la question écologique, dont l'émergence bouleverse l'ensemble des disciplines scientifiques comme les moindres recoins des consciences individuelles et collectives. Prenons l'exemple des neuf indicateurs du « plafond écologique » dont le dépassement, dans lequel nous sommes allégrement engagés, éjectera l'humanité hors des conditions géologiques uniques de l'holocène¹⁶. L'activité économique accélère le dérèglement climatique, l'acidification des océans, la pollution chimique, la charge d'azote et de phosphore, les retraits d'eau douce, la conversion des terres, l'effondrement de la biodiversité, la pollution de l'air et l'amincissement de la couche d'ozone dans des proportions

12. Larry Summers, « The Age of Secular Stagnation », *Foreign Affairs*, 15 février 2016.

13. Dans ses projections de croissance jusqu'en 2060, l'OCDE fait osciller les taux des pays du Nord comme la France, l'Allemagne et le Japon entre 0 et 1, à condition de multiplier par deux les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial et de les augmenter de 20 % dans les pays de l'OCDE. Voir *Policy Challenges for the Next 50 Years*, OECD Economic Policy Paper n° 9, OCDE, p. 11.

14. Sont considérés comme externalités tous les effets des transactions marchandes que les économistes n'ont pas été en mesure d'intégrer dans leurs théories ; tous les coûts qu'ignorent, délibérément ou non, les valeurs affichées par le marché.

15. Les conséquences des inégalités de revenus sont détaillées dans Richard Wilkinson et Kate Pickett, *The Inner Level : How More Equal Societies Reduce Stress, Restore Sanity and Improve Everyone's Wellbeing*, Penguin UK, 2018.

16. J. D. Steffen *et al.*, « The Trajectory of the Anthropocene : The Great Acceleration », *Anthropocene Review*, 2 / 1, 2015, pp. 81-98.

invraisemblables. Chacune de ces conséquences, ou « coûts cachés » ignorés des raisonnements économiques comme des décisions publiques, représente désormais autant de menaces pour la stabilité de nos sociétés.

La jeunesse n'aura accordé que peu de crédit aux discours économiques de leurs prédécesseurs. Elle n'a pas connu les Trente Glorieuses et n'a jamais partagé leur nostalgie, l'attente d'un retour sans cesse ajourné, gouvernement après gouvernement. Pour cette jeunesse née au tournant des années 1990, le chômage de masse est plus proche d'un invariant anthropologique que d'une conjoncture économique ; depuis la crise des *subprimes* de 2008, les marchés financiers représentent plus une menace pour le développement de nos sociétés qu'ils ne favorisent la création de richesses ; l'accroissement des inégalités sociales et territoriales, sur fond de patrimonialisation de l'économie et d'assignation à résidence, ont également fait de l'idéal méritocratique un paradis non seulement perdu mais définitivement oublié.

Son imperméabilité au mythe de l'efficience naturelle du marché autorégulé lui autorise ce qu'interdisait à ses aînés ce cadre idéologique aujourd'hui battu en brèche : la prise de conscience que notre modèle de développement est fondamentalement dégénératif et que, une fois intégré le coût des externalités sociales et écologiques, nos taux de croissance sont non seulement négatifs mais en chute libre. Les conséquences sont ici de deux ordres. D'un point de vue théorique, l'horizon de la « science » économique, en se faisant pleinement expérimentale, tend à devenir sa propre critique. En suivant les recommandations des plus grands professeurs comme des experts les plus en vue, nous en sommes venus à détruire plus de richesses que nous n'en créons. Il serait bon de comprendre comment et

pourquoi. D'un point de vue pratique, toutes les décisions des collectivités locales, des appareils d'État et des organisations internationales reposent sur des indicateurs macro-économiques dont la pertinence, à l'image du produit intérieur brut (PIB), vole désormais en éclats sous la pression des externalités sociales et écologiques.

Un formidable effort, à la fois scientifique et démocratique, d'institution de nouveaux indicateurs de progrès paraît plus nécessaire que jamais. Institution, au sens où s'interroger sur les méthodes de mesure – « comment mesurer » – suppose d'avoir auparavant défini l'objet de la mesure – « quoi mesurer ». L'identification des finalités du devenir collectif semble bien concentrer, sous l'apparence faussement technique des indicateurs, le grand défi de cette nouvelle génération. Et la vacuité de l'héritage intellectuel « progressiste » fait de l'absence quasi générale d'avis sur le sujet la position de départ la mieux partagée.

La mythologie de l'individu autonome

La mythologie de l'individu de droit autonome et rationnel vole également en éclats à mesure que l'économie, appuyée par les sciences sociales et naturelles, daigne se faire expérimentale. La modélisation néolibérale du comportement individuel n'était, ici encore, ni descriptive ni prédictive, mais performative : si chaque individu se comportait de manière froide, égoïste et calculatrice, prenait des décisions informées et rationnelles, nous serions en droit d'attendre les résultats initialement annoncés. L'abstraction de l'*Homo œconomicus* n'est pas seulement caricaturale. Elle se révèle être une remarquable prophétie autoréalisatrice. Prenez l'enseignement de l'économie. Non seulement la discipline tend à

attirer des étudiants et professeurs dont le tempérament correspond au modèle enseigné, mais suscite, dès les premières années d'enseignement, des comportements moins altruistes et plus égoïstes chez les élèves¹⁷.

L'accélération du processus multiséculaire d'autonomisation individuelle au mitan des années 1970 fut rendue possible par l'affaiblissement des structures de socialisation – Famille, École, Nation – et politiques traditionnelles – syndicats, partis, idéologies, l'idée d'individus indépendants et autonomes pénétrant en France d'autant plus facilement qu'elle se drapait dans une culture méritocratique et se dissimulait derrière la figure du citoyen républicain. La nouvelle jeunesse est la première classe d'âge pleinement individualiste, conséquence d'une éducation ayant fait de ses membres des personnes « uniques », « spéciales », en mesure d'accomplir tous leurs désirs. Elle est aussi la première à prendre conscience des impasses d'une telle mythologie, des liens de dépendance qui, loin d'asservir l'individu à la société dont il est issu et la société à l'environnement dans lequel elle s'insère, rendent possible leur relative autonomie. Une notion de dépendance que l'on croyait définitivement passée et dépassée que font resurgir du fond des âges les questions sociales et écologiques.

Les individus se trouvent d'autant plus affectés dans leur estime d'eux-mêmes par le regard des autres (le jugement de valeur différentielle) qu'ils se considèrent plus autonomes et responsables de leurs échecs et réussites. La hausse des inégalités de revenus et de la compétition sociale pour les places et les statuts a ainsi engendré des conséquences psychosociales destructrices pour le bien-être individuel et la vitalité de nos sociétés. Au sein de la jeunesse, les niveaux de narcissisme et d'auto-valorisation,

d'anxiété et de dépression – amplifiés par les réseaux sociaux et étroitement corrélés à la hausse des valeurs matérialistes et consuméristes – sont sans précédent¹⁸. Des conséquences coûteuses, ne serait-ce que pour notre potentiel de croissance futur, dont les découvertes récentes détruisent la crédibilité des théories économiques et des discours politiques qui prétendaient y asseoir leur autorité.

Au sein de nos économies développées, la hausse absolue des revenus et du pouvoir d'achat n'améliore en rien le bien-être individuel et collectif. Celui-ci est largement déterminé par le degré d'égalité de revenus, de pouvoirs et de statuts, ainsi que par la qualité des relations sociales mesurée par la confiance et l'empathie que s'accordent mutuellement les individus d'une même société. Confiance, empathie et reconnaissance réciproque à l'origine des sentiments d'appartenance et d'estime de soi que le cadre idéologique des dernières décennies a contribué à ébranler dans des proportions désormais insoutenables.

La notion de dépendance est également remise au goût du jour par la question écologique. Née aux alentours de la Conférence de Rio de Janeiro

17. Robert H. Frank, Thomas Gilovich et Dennis T. Regan, « Does Studying Economics Inhibit Cooperation? », *Journal of Economic Perspectives*, 7 / 2 (1993), pp. 159-171 ; Frank Björn et Günther G. Schulze, « Does Economics Make Citizens Corrupt? », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 43 / 1 (2000), pp. 101-113 ; Long Wang, Deepak Malhotra et J. Keith Murnighan, « Economics Education and Greed », *Academy of Management Learning & Education*, 10 / 4 (2011), pp. 643-660.

18. L'exemple américain, sans être pleinement représentatif, est tout à fait significatif de l'explosion des niveaux d'anxiété au cours des quatre dernières décennies. Parmi les centaines d'études publiées sur ce sujet, nous retiendrons que l'adolescent moyen né dans les années 1980 souffrirait d'une plus grande anxiété que « les enfants traités pour des troubles psychiatriques dans les années 1950 » (Jean M. Twenge, « The Age of Anxiety? Birth Cohort Change in Anxiety and Neuroticism, 1952-1993 », *Journal of Personality & Social Psychology*, 79/6, 2000, pp. 1007-1021).

en 1992, la jeunesse est la première « génération climat ». Biberonnée aux alertes sur le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité, la croyance en une croissance exponentielle apparaît désormais, malgré les espoirs d'un hypothétique « découplage » d'avec les émissions de gaz à effet de serre, comme le comble de l'*hubris* moderne. Chaque jour rendant plus probable la hausse d'au moins 2° C des températures par rapport à l'époque préindustrielle dès 2050 – plutôt qu'en 2100, comme le prévoit l'accord de Paris –, le sentiment de dépendance au système-Terre s'accroît à mesure que des cataclysmes sans précédent menacent à l'horizon. Sécheresses, canicules, incendies, inondations, cyclones, hausse du niveau des mers rappellent aux individus les conditions écologiques de leur existence commune. Conditions dont les déséquilibres charrient leur lot de détresse humaine : famines, épidémies, mouvements migratoires massifs et autres conflits armés menaçant la stabilité de nos systèmes de protection sociale comme de nos institutions démocratiques.

Vers un retour du politique

La démocratie libérale avait consacré l'alliance de l'économie et du droit comme puissances d'organisation privilégiées du devenir collectif. Le politique, et avec lui les grands récits en mesure de guider l'action d'une société sur elle-même, semblait définitivement passé et dépassé. L'épuisement du logiciel néolibéral révèle qu'un grand récit marchait encore à plein régime, quoique de manière inconsciente, sous couvert de rationalité scientifique. Quarante ans après le « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher et trente ans après la « fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama, le contexte de socialisation de la jeunesse se distingue par le retour du

politique sur le devant de la scène. Le « style » populiste, autoritaire et hiérarchique, plébiscité par cette classe d'âge, représente ici le premier symptôme de ce renversement inattendu.

Plutôt qu'une menace de déconsolidation, la défiance institutionnelle de la jeunesse recouvre un triple sentiment d'intolérance, d'exigence et d'impatience de reconsolidation démocratique. *Intolérance*, d'abord, vis-à-vis d'un discours politique déconnecté de ses préoccupations quotidiennes. L'évacuation de tout ce qui rend une vie collective possible et durable dans la catégorie d'externalités est à l'origine du sentiment de déprise largement éprouvé par cette classe d'âge. Un sentiment renforcé par le manque de représentativité des décideurs publics, marqués par une homogénéisation socioculturelle sans précédent, à l'heure même d'une diversification inédite de la société. *Intolérance*, également, aux croisements outranciers de l'économie et du droit, de la place acquise en toute légalité par les intérêts privés, du pantouflage au *lobbying* en passant par l'« optimisation » fiscale, au détriement de l'intérêt collectif et de la crédibilité de nos institutions.

Exigence, ensuite, à la fois de transparence, de probité et d'indépendance de ces institutions. La possession, par quelques milliardaires, des principaux médias français, en dépit du professionnalisme de leur rédaction, explique en partie que 87 % des moins de trente-cinq ans leur refusent leur confiance¹⁹ ; le financement des partis politiques et campagnes électorales, malgré une régulation plus avancée en France que dans d'autres pays, explique également un degré de défiance similaire à leur égard ; les processus de décision, d'implémentation et d'évaluation des politiques publiques sont en outre l'objet d'une

19. A. Muxel, *Génération What?*, *op. cit.*

exigence non seulement d'efficacité mais de lisibilité et d'intelligibilité telle qu'aucun décideur ne semble aujourd'hui entrevoir les moyens d'y répondre.

Malgré les élans populistes dont témoignent ses choix électoraux, la jeunesse demeure largement attachée aux principes fondamentaux de l'État de droit comme de l'économie de marché. En revanche, ses membres font preuve d'une conscience de leurs limites et expriment à leur égard une *exigence* plus aiguë que jamais. L'Europe est ici un bon exemple de cette ambivalence. Si les trois quarts des moins de trente-cinq ans ne font plus confiance à l'Union européenne, les deux tiers s'opposent néanmoins à l'idée de « Frexit²⁰ ».

Impatience, enfin, pour trois raisons. D'une part, en réaction à la frustration déjà accumulée par leurs aînés à l'égard du politique. L'existence de la jeunesse s'identifie aux fameux « Trente ans où rien n'a été fait », selon le mantra partagé par l'actuel gouvernement comme par les partis d'opposition. D'autre part, de nouveaux modes d'engagement rendent insupportable cette inertie réelle ou supposée. Encouragés par leurs sentiments d'impuissance du politique, ses membres ont privilégié des initiatives entrepreneuriales et associatives, aux apparences plus modestes, localisées et sectorisées mais aux résultats toujours plus concrets et immédiats. Dans les domaines sociaux et éducatifs, financiers et sanitaires, écologiques et alimentaires, nous observons chaque jour une formidable effervescence d'initiatives souvent méconnues du grand public, ignorées des pouvoirs publics, mais portant toutes en leur sein une portion du monde qui vient. Une effervescence qui accroît d'autant plus l'*impatience* à l'égard des responsables politiques comme de l'appareil d'État²¹. *Impatience*, enfin, à la mesure du sentiment d'urgence suscité

par la conscience de défis collectifs sans précédent.

Toutefois, ni le dégagisme populiste ni les sentiments d'intolérance, d'exigence et d'impatience ne font un projet de société. L'attente à l'égard des plus jeunes est certes à son comble, à l'heure où la conviction la mieux partagée est que « l'on ne peut pas continuer comme ça ». Seulement, alors que tout la porte à investir l'espace laissé vacant du devenir collectif, la jeunesse fait preuve de la plus grande prudence. La question, à laquelle seul l'avenir apportera une réponse définitive, est de savoir si notre classe d'âge parviendra à dépasser ce que les psychologues qualifient d'« impuissance apprise » ; si ses membres parviendront à puiser en eux-mêmes les ressources et l'audace de ne pas perpétuer le conformisme défaitiste de leurs aînés.

Le retour du politique

Le retour du politique apporte ici une première réponse. Celui-ci se traduit par la libération de l'imagination collective et la résurgence de « grands récits » dans deux directions opposées, autoritaire et populiste, d'une part, démocratique et pluraliste, d'autre part.

Le discours nationaliste et « illibéral » a aujourd'hui le vent en poupe, en France comme à l'étranger. La désagrégation des liens de solidarités locaux autant que les sentiments de déclassement économique, de dépossession politique et de désappartenance culturelle font de la réhabilitation des frontières, de la réappropriation de la souveraineté nationale et de la

20. A. Muxel, *Génération What?, op. cit.*

21. Pour une présentation plus détaillée de ce *nouvel agir politique*, je me permets de renvoyer à mon précédent article « 1968-2018 : d'une jeunesse à l'autre », *Le Débat*, n° 197, novembre-décembre 2017, pp. 143-150.

célébration d'un peuple unifié par ses traditions, sa mémoire et son identité une voie d'émancipation privilégiée. De sa sortie de l'enfance, le 21 avril 2002, jusqu'à son établissement dans l'âge adulte aux dernières élections présidentielles, l'existence de la jeunesse fut rythmée par les succès électoraux de l'extrême droite ; par sa constitution en force politique majeure dont l'accès aux responsabilités n'est demeuré contenu que par un précaire « front républicain », une absence de proportionnalité et, *in fine*, de représentativité tant politique que sociale. Capitalisant sur les passions tristes de peur et d'anxiété, de haine et de rejet, ce discours demeurera promis à un bel avenir par la seule préservation du *statu quo*.

Pourtant, contre toute attente, un récit écologique, social et démocratique semble peu à peu émerger des ruines du « progressisme ». Notre classe d'âge aura assisté à l'effondrement de la « troisième voie » portée à l'étranger de Bill Clinton à Tony Blair et, en France, de Michel Rocard à François Hollande. Sa conversion au logiciel néolibéral sous couvert de « réalisme économique » aura atrophié ses capacités d'imagination, de créativité et d'innovation sociale et politique qui faisaient sa force et son attrait. Un aveuglement qui s'est traduit par une fuite en avant dans deux directions. D'une part, dans un discours législatif privilégiant la promotion des droits individuels par rapport à l'action d'une société sur elle-même en fonction des aspirations de ses membres ; d'autre part, dans la proclamation performative de « valeurs », de la tolérance à l'ouverture, du vivre-ensemble à la mobilité, dont la seule prononciation permettrait de répondre à l'anxiété croissante de nos sociétés. La désincarnation de son message a fini par lui aliéner durablement les publics qu'il s'était promis de défendre et par susciter le rejet

non seulement des personnes et des partis, mais des idées mêmes dont il s'était fait le héraut.

Or, le basculement de la « science » économique offre une nouvelle jeunesse à des idées que l'on croyait mortes et enterrées, ainsi qu'un réalisme inattendu à des projets longtemps considérés comme utopiques et chimériques. Soudainement, la rationalité « change de camp » pour rejoindre celui de l'innovation sociale, écologique et politique.

Ce n'est pas ici le lieu de dessiner les contours du récit progressiste qu'appelle de ses vœux une partie de la jeunesse laissée orpheline par ses aînés. Nous nous permettrons néanmoins quelques remarques sur le sujet qui nous concerne directement : la défiance institutionnelle.

Seule une démocratisation pragmatique de toutes les sphères de notre société permettrait de rétablir la confiance dans nos institutions démocratiques et, ainsi, de concilier la résurgence du politique avec le droit et l'économie. Une démocratisation économique, d'abord. Toutes les études portent à croire que l'implication des employés dans le management et le financement des entreprises rend ces dernières plus équitables socialement – par la réduction des écarts salariaux, l'apaisement des rapports hiérarchiques, le renforcement de la coopération, de la cohésion, de l'altruisme et de l'estime de soi tout en résorbant la perte de sens profondément ressentie par les plus jeunes. Une telle démocratisation les rend également plus productives et rentables – le rétablissement de la confiance et du bien-être limite l'absentéisme et accroît l'implication, la créativité et l'efficacité des collaborateurs. Elle les rend, enfin, plus respectueuses de l'environnement. Une démocratisation politique ensuite. Dans une société plus éduquée que jamais, seule une systématisation

de la délibération, voire de la participation à tous les niveaux de décisions – local, national et supranational –, permettra de rétablir la confiance envers nos institutions démocratiques, tout en canalisant le remarquable besoin de réappropriation du pouvoir dans les limites de l'État de droit. De même, la redistribution des pouvoirs, à l'aune du principe de subsidiarité, renforcera les sentiments d'appartenance et de maîtrise des destins individuels et collectifs mis à mal par la mondialisation. L'échelle locale, urbaine comme rurale, est devenue le premier catalyseur d'innovations et de transformations qu'il convient désormais de déployer dans toutes ses potentialités. Une démocratisation étatique enfin. À l'heure où le fonctionnement corporatiste de notre appareil d'État paraît moins équitable, efficient et résilient que jamais, y remédier supposera d'associer à son fonctionnement une société civile à laquelle la connaissance du terrain et la maîtrise des nouvelles technologies confèrent une capacité d'action inédite et salvatrice²².



En somme, la jeunesse ouvre bien une nouvelle étape de la construction de nos régimes démocratiques. Son premier défi, sur lequel reposent tous les autres, sera de restaurer la crédibilité de la parole publique et la confiance en l'action publique. Aucun mode d'emploi n'est à notre portée et rien ne garantit que nous y parviendrons. Toutefois, la redistribution non seulement des richesses, mais surtout des pouvoirs et des statuts, en incluant et valorisant les capacités de chacun dans une même communauté de destin, y contribuera sans aucun doute. À cela, les aînés aujourd'hui en responsabilités seraient bien avisés de réfléchir pour faire émerger ce dont nous avons le plus besoin : loin d'un conflit de générations, un diagnostic commun.

Benjamin Vendrand-Maillet.

22. L'idée de « service public citoyen » développée dans ce numéro par Paul Duan nous paraissant tout à fait annonciatrice du rôle que devra jouer l'État au XXI^e siècle.

Lucie Roblot

Vertige de l'amour

Un printemps en ville. Une heure du matin en plein cœur d'un Paris où il fait nuit noire. Sous les lumières bleues, la Grande Verrière brille de mille feux. D'immenses fougères arborescentes tombent du ciel comme par enchantement, effleurant l'eau calme d'un bassin de nénuphars, où respirent à la surface de minuscules branchies rouges. L'endroit a été transformé en serre végétale par un studio de création à la mode. Chaleur tropicale, amour tropical : les corps bougent d'un seul et même mouvement, les verres se renversent, certains corps se rapprochent, se touchent, s'enlacent. La fête est une union, et pourtant une union solitaire. Nous sommes au Grand Palais dans une soirée électronique. Le son pénètre tous les interstices, les corps se déhanchent devant le DJ. Hypnotique, la lumière, hypnotiques, les sons ; les corps s'enflamment. Mais ils sont seuls, la danse est solitaire, chacun dans une bulle, chacun dans son trip, seuls ensemble. Quatre heures du matin, devant l'escalier de l'avenue Winston Churchill.

De fraîches idylles s'embrassent sur les marches. D'autres ouvrent la porte d'un Uber pour découvrir leurs corps dans le canapé-lit d'un deux-pièces ou la chambre d'adolescent d'un appartement parental – et se quitter vite après midi. Deux filles, leurs talons à la main, l'air déçu, marchent d'un pas lent en vérifiant leur téléphone dans l'espoir d'un *match Happn* (*ndlr* : célèbre application de rencontre géo-localisée).

Le Grand Palais accueillait en septembre 2015 – de jour, cette fois – un cycle de conférences organisé par la Réunion des musées nationaux intitulé « Amour 2.0 ». Une batterie d'intellectuels, psychologues, coachs, essayistes s'y succédaient pour débattre de l'amour contemporain. Ces experts dénonçaient la pornographie si « dommageable », mais aussi les textes de rap qui « glacent le sang », les réseaux sociaux, ces plateformes marchandes où les jeunes zappent. « Disruption de l'amour », affirmait un spécialiste. Narcissique, la jeunesse, répétait-on en cœur. Hélas, n'y aurait-il plus qu'un amour

individualiste, façonné par le néolibéralisme qui n'épargne aucun pan de la société, et surtout pas l'intimité? Ces propos rapportés ne font que confirmer l'obsolescence du débat public sur la question de l'amour, prise en otage par des positions moralisatrices de soixante-huitards devenus trop bourgeois, qui ne connaissent plus grand-chose aux modes d'emploi de l'amour dont il est question. À l'heure du grand procès de l'amour, à qui la faute? Les jeunes, l'individualisme, crie-t-on dans les médias, les réseaux sociaux, le capitalisme, répondent les sciences sociales. Et, en effet, beaucoup d'accusés, peu de coupables. À défaut d'accuser, nous tenterons d'expliquer.

La racine de toute relation amoureuse contemporaine est donc l'amour, il n'y a pas de doute là-dessus. Tautologie? Pas vraiment. Cela n'a pas toujours été le cas. Les mariages de raison et les arrangements économiques et sociaux sur lesquels reposaient ces mêmes mariages ont peu à peu disparu au profit d'une culture du flirt. Réel phénomène de société, il prend toute son ampleur à partir des années 1950 dans les surprises-parties entre vifs et slows, pour laisser place aux célèbres boums où les corps se rapprochent encore dans la danse, sans jamais se donner à l'autre. Il s'agit donc d'un lent processus d'émancipation accouchant d'une démocratie amoureuse et sexuelle. Les individus sont désormais libres de faire couple avec l' élu de leur cœur. Seuls responsables de leur choix, et donc de leur bonheur. Cette valorisation extrême de l'amour et de la libre élection (je te choisis et t'aime pour ce que tu es, indifféremment de ta position sociale) est renforcée par la place de l'amour dans les médias, les témoignages et toutes les productions culturelles. Nous n'avons jamais autant écrit, filmé et photographié l'amour, l'amour véritable, qui se veut libre de tout diktat social. Une étude de France Télévisions réalisée

en 2018 révèle que les relations amoureuses des 15-34 ans sont importantes pour 50 % des jeunes hommes et 53 % des jeunes femmes, voire primordiales pour 25 % d'entre eux. Pour le même panel, respectivement 70 % et 74 % estiment la fidélité indispensable. L'amour, dans son aspect le plus traditionnel, reste un horizon enviable, bien qu'il soit accusé de tous les maux.

Alors souffrir l'amour, est-ce bien nouveau? La jeunesse souffre-t-elle différemment aujourd'hui et donc aime-t-elle différemment? La souffrance d'amour n'est-elle pas l'apanage de toutes les sociétés, intégrée à l'histoire de la sensibilité? Le chagrin d'Emma Bovary éconduite par Rodolphe est-il bien différent de celui du jeune adulte urbain quitté par sa dernière conquête Tinder? Juste interrogation, si ce n'est que Rodolphe prenait le temps d'écrire une terrible lettre de rupture quand le jeune homme contemporain préférera «ghoster» sa dulcinée (*ndlr* : anglicisme pour désigner le fait de rompre sans donner signe de vie). Existe-t-il une souffrance contemporaine et donc, de fait, un amour contemporain? Assurément, affirme la sociologue Eva Illouz : «Alors que le passé proche et le passé lointain semblent superficiellement regorger d'exemples apparemment semblables aux cas présents, ils ne contiennent pas les structures sociales, culturelles et économiques qui expliquent les pratiques amoureuses contemporaines et la souffrance qu'elles génèrent¹.» L'amour semble plus individualiste et, paradoxalement, n'a jamais été autant idéalisé. Il devient peu à peu, comme le célèbre compte Instagram aux 422 000 abonnés, un «amour solitaire», caractérisé par des paradoxes difficilement conciliables.

1. Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal. L'expérience amoureuse dans la modernité*, Éd. du Seuil, 2012.



Le Débat Numéro 205 – mai-août 2019
Pierre Nora

Cette édition électronique du livre
Le Débat Numéro 205 – mai-août 2019 de Pierre Nora
a été réalisée le 17 mai 2019
par les Éditions Gallimard
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072852640 - Numéro d'édition : 354268)
Code Sodis : U27678 - ISBN : 9782072852688.
Numéro d'édition : 354272